



Fédération des Travailleurs des industries du Livre, du Papier
et de la Communication CGT

263, rue de Paris - case 426 - 93514 Montreuil cedex -
Tél. 01 48 18 80 24 - Fax 01 48 51 99 07 et 01 48 18 81 52

Site Internet : filpac-cgt.fr

Questions aux propriétaires des quotidiens de presse

Messieurs, les propriétaires de presse, nous vous appelons à respecter les lecteurs en les informant, de façon réelle et sérieuse, sur la situation sociale en presse quotidienne. Répondez publiquement aux questions suivantes, puisque vous n'avez pas mené des négociations dignes de ce nom sur nos salaires, comme nous vous le demandons.

Comment informer les lecteurs sur l'inflation et nier cette inflation quand il s'agit des salaires du personnel qui réalise ces journaux ? C'est pourtant ce que pratique le patronat de la presse quotidienne, tant régionale que départementale. Une baisse de 1% du salaire minimum, c'est 200 euros de perdu dans l'année, et l'inflation sera de près de 4% ! Pourquoi casser le cadre des négociations conventionnelles de branche, qui se tiennent régulièrement depuis des années ? Pourquoi casser l'indexation des salaires sur les prix au moment précis où l'inflation s'installe ? **En méprisant les négociations, les propriétaires nous ont contraints à agir par la grève, alors que les portes de la concertation étaient ouvertes.**

Comment garantir l'avenir de la presse quotidienne d'information quand les patrons de presse appliquent aux journaux des normes économiques d'industriels et de banquiers, comme si la presse d'information était une marchandise ordinaire ? Sous prétexte que les quotidiens sont passés sous la coupe de 4 ou 5 groupes, les propriétaires devraient se comporter comme s'ils jouaient l'avenir de l'information en Bourse ?

Comment considérer comme exorbitantes les trois revendications suivantes des salariés de la presse quotidienne ?

- évolution de nos salaires sur une hausse des prix mesurée par un indice sérieux ;
- pérennité de l'accord national prévoyant l'application des hausses convenues par accord majoritaire sur le salaire réel ;
- augmentation significative du salaire minimum professionnel garanti.

Comment assurer aux lecteurs la meilleure qualité de l'information quand l'obsession des propriétaires des journaux est de réduire les effectifs, faire baisser la masse salariale, bref se soucier plus des profits immédiats pour les actionnaires que des qualifications requises pour fournir un vrai journal sûr, de qualité, indépendant et compétent ?

Que cache le jusqu'au-boutisme des propriétaires des journaux sur les salaires ? S'apprêtent-ils à saborder la branche professionnelle, lieu de négociations civilisées dans le cadre des conventions collectives ? Derrière les salaires, la contre-réforme libérale ?

Ces réponses, nous les attendons et ne manquerons pas de les communiquer aux lecteurs.